

Il semble que nous n'aurions pas dû utiliser le terme annexe, car il ne s'agit pas de construire des annexes mais de permettre des activités annexes au sens d'activité accessoire. Aussi il est peut être nécessaire de refondre la rédaction.

1 / Le contour rouge évolue. Le contour permet de mettre en évidence les 2 parcelles qui abritent sur la totalité de leurs surfaces les 2 bâtiments en question.

voici la version modifiée



2/ L'extrait cartographique a pour unique but de repérer graphiquement les parcelles concernées par la règle, de manière à lever tout questionnement si le cadastre venait à évoluer et si les parcelles devaient être renumérotées.

3/ La règle évolue pour supprimer la notion d'annexes. Le terme annexe était utilisé dans le sens d'activité accessoire. Mais il introduit trop de confusion avec la notion d'annexe à une construction. La commune souhaite permettre la restauration des chalets existants et admettre une petite extension pour une terrasse et des toilettes (sèches). Ainsi le règlement limite à 50 m² d'extension, il

s'agit d'une surface maximale cumulée. Ainsi la règle s'est plus claire et borne les possibilités d'évolution de manière plus claire.

Nouvelle règle qui sera accompagnée de l'image ci dessus :

De plus pour les bâtiments cis sur les parcelles A808 et A809 uniquement, sont admises :

- ▶ La restauration et la reconstruction des chalets d'alpage existants, à des fins d'exploitation agricole, pastorale et forestière
- ▶ Les installations nécessaires au prolongement de l'exploitation agricole, pastorale et forestière dont l'activité touristique rurale d'accueil ayant pour support l'exploitation pastorale (fermes-auberges, gîtes ruraux, accueil touristique), sont autorisées sous réserve d'être aménagées sous réserve d'être aménagées dans les des bâtiments existants ou dans le prolongement de ceux-ci. Les extensions ainsi admises sont limitées à une superficie cumulée maximum de 50 m² d'emprise au sol, et sous réserve d'une intégration soignée.

Ainsi le règlement sera rédigé de la manière suivante :

■ **DE PLUS, DANS LE SECTEUR Aa UNIQUEMENT, SONT ADMISES :**

- ▶ ~~Seules~~ Les ~~installations agricoles de plateforme de traite~~ ~~sont admises~~, à condition que leur implantation dans la zone soit reconnue indispensable à l'activité agricole.

DE PLUS, POUR LES BATIMENTS CIS SUR LES PARCELLES A808 ET A809 UNIQUEMENT, SONT ADMISES :

- ▶ La ~~restauration et la reconstruction des chalets d'alpage existants~~, à des fins d'exploitation agricole, pastorale et forestière.
- ▶ Les ~~installations nécessaires au prolongement de l'exploitation agricole, pastorale et forestière~~ dont l'activité touristique rurale d'accueil ayant pour support l'exploitation pastorale (fermes-auberges, gîtes ruraux, accueil touristique), sont autorisées sous réserve d'être aménagées sous réserve d'être aménagées dans les des bâtiments existants ou dans le prolongement de ceux-ci. Les extensions ainsi admises sont limitées à une superficie cumulée maximum de 50 m² d'emprise au sol, et sous réserve d'une intégration soignée.



Parcelles concernées par les dispositions ci-contre

4/ Enfin concernant la dernière question

relative au STECAL.

Pour mémoire, le formulaire cas par cas ad hoc dans sa 1ère version a été transmis en mai 2023 à la MRAE. Le site internet de la DREAL AURA indique « »Dossier reçu complet le 17/05/2023 « ». Aussi, nous ne pouvions pas prendre connaissance et utiliser la réponse ministérielle qui est intervenue le 23/05/2023 soit 6 jours après envoi du dossier.

De plus le STECAL est inutile car le projet ne nécessite pas de construction nouvelle, mais une légère extension.

5/ En dernier lieu, l'exploitant agricole avait transmis les informations suivantes, regroupées dans le fichier pdf en pj.